INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Bulletin statistique régional

Édition 2013

Montréal

Déjà 100 ans de patrimoine statistique

Québec

Équipe de rédaction :

Marianne Bernier, Danielle Bilodeau, Anne Binette Charbonneau, Sophie Brehain, Pierre Cambon, Stéphane Crespo, Marc-André Demers, Claude Fortier, Jean-François Fortin, Chantal Girard, Stéphane Ladouceur, Guillaume Marchand, Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Mélanie Jean, Virginie Lachance, Danielle Laplante, Danny Sanfaçon, Gabrielle Tardif

Révision linguistique :

Esther Frève

Sous la coordination de :

Pierre Cambon, Stéphane Ladouceur

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Adam Korzekwa / philpell, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	g	Gramme
...	N'ayant pas lieu de figurer	kg	Kilogramme
–	Néant ou zéro	t	Tonne métrique
—	Données infime	hl	Hectolitre
p	Donnée provisoire	n	Nombre
r	Donnée révisée	$	En dollars
e	Donnée estimée	k	En milliers
F	Donnée peu fiable	M	En millions
x	Donnée confidentielle	G	En milliards

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2013
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juillet 2013

Table des matières

Territoire et environnement 2
Qualité de l'air 2
Aires protégées 3

Démographie 4

Conditions de vie et bien-être 8

Marché du travail 10

Comptes économiques 11
Produit intérieur brut 11
Revenu disponible des ménages 13

Investissements et permis de bâtir 16
Investissements 16
Permis de bâtir 17

Science et technologie 18

Santé 20

Éducation 22

Culture et communications 23

Concepts et définitions 25

Tableaux comparatifs 30

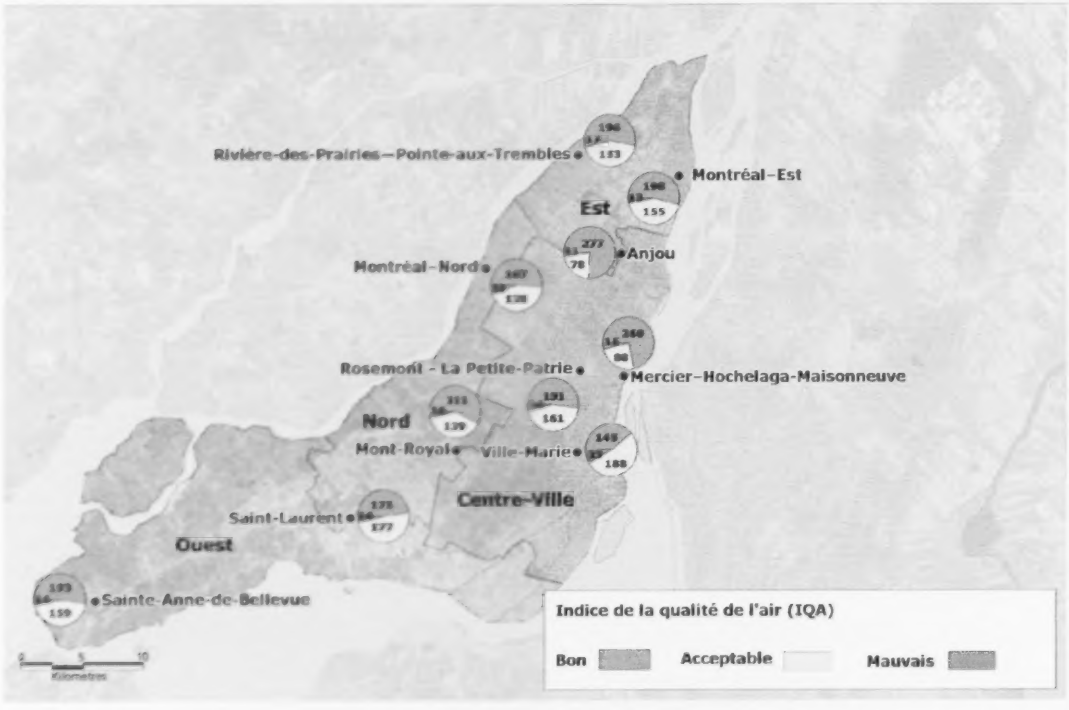
1. Territoire et environnement

La région de Montréal couvre une superficie en terre ferme de 498 km^2. Cette région désigne aussi la municipalité régionale de comté (MRC) géographique[1], et regroupe 16 municipalités.

1.1 Qualité de l'air

par Guillaume Marchand, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

En 2012, le réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA) de Montréal[2] comptait 13 stations d'échantillonnage. La totalité des jours de mauvaise qualité de l'air étant due à la présence des particules fines dans l'air, la carte représente les stations d'échantillonnage pour lesquels les particules fines sont mesurées en continu.



Notes : Les données de la station Montréal-Nord sont compilées sur 325 jours au lieu de 366 jours.
Les $PM_{2.5}$ de la station Maisonneuve sont mesurées à la station Drummond située au 1212 rue Drummond.

Sources : Ville de Montréal, Réseau de surveillance de la qualité de l'air; Image fournie par la Nasa © 2013 Microsoft Corporation.

La Ville de Montréal calcule un indice de la qualité de l'air (IQA) à partir de cinq polluants mesurés en continu, soit le dioxyde de soufre (SO_2), le monoxyde de carbone (CO), l'ozone (O_3), le dioxyde d'azote (NO_2) et les particules fines $PM_{2.5}$. Ainsi, pour chaque polluant, un sous-indice est calculé en divisant la concentration mesurée par sa valeur de référence (concentration de polluant jugée néfaste pour la santé humaine) et en multipliant le résultat obtenu par 50. L'IQA pour une journée donnée est

1. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.
2. Pour de plus amples informations concernant le réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA) et pour connaître les valeurs de références utilisées pour la mesure de l'IQA, vous pouvez consulter le site internet du réseau de surveillance de la qualité de l'air de la ville de Montréal : www.rsqa.qc.ca.

égal à la valeur du sous-indice le plus élevé. La qualité de l'air est bonne lorsque l'indice se situe entre 1 et 25, acceptable entre 26 et 50 et mauvaise si l'indice est supérieur à 51.

Ce sont les stations Chénier et Hochelaga-Maisonneuve où la qualité de l'air est la meilleure en 2012 avec, respectivement, 277 et 260 jours de bonne qualité. La station Maisonneuve compte 145 jours de bonne qualité, soit le plus petit nombre de jours de bonne qualité de l'ensemble des stations. Cette station dénombre également les plus grands nombres de jours de qualité acceptable et de mauvaise qualité de l'air avec 188 et 33 jours respectivement. Le nombre de jours de bonne qualité est de 167 pour la station Parc Pilon, de 175 pour l'Aéroport de Montréal, 191 pour la station Saint-Joseph, 193 pour Sainte-Anne-de-Bellevue, 196 pour Rivière-des-Prairies, 198 pour Saint-Jean-Baptiste et 211 pour l'Échangeur Décarie.

1.2 Aires protégées

par Sophie Brehain, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Au 31 mars 2013, le réseau des aires protégées au Québec compte 3 987 milieux naturels qui répondent à la définition d'une aire protégée et répondent aux critères de protection développés par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Les aires protégées couvrent 142 045 km², ce qui représente 8,52 % de la superficie de la province.

Sur le territoire de la région Montréal se trouvent, en totalité ou en partie, 39 aires protégées. Elles couvrent près de 96 km², soit 15,3 % de la superficie de la région. La majorité de la superficie classée en aires protégées de Montréal est constituée de 23 habitats fauniques, exclusivement en aires de concentration d'oiseaux aquatiques. Ces habitats contribuent à la protection de près de 78 km² du domaine aquatique de la région.

Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, *Registre des aires protégées au Québec*.

2. Démographie

par Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

Le profil démographique de Montréal présente plusieurs traits distinctifs. La région ressort notamment comme la grande perdante au jeu des migrations interrégionales. En revanche, elle est de loin la principale destination des immigrants au Québec. Comme dans toutes les autres régions, le nombre de naissances a augmenté à Montréal au cours des 10 dernières années, mais elle est la seule où le nombre de décès s'est réduit. Sa structure par âge est aussi unique au Québec, se caractérisant par une population d'âge actif plus importante et plus concentrée chez les jeunes adultes. Au cours des dernières années, le vieillissement de la population y a par ailleurs été moins rapide que dans les autres régions.

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la région de Montréal comptait 1 981 700 habitants au 1er juillet 2012, soit environ le quart (24,6 %) de la population du Québec. Elle occupe le 1er rang des régions administratives pour ce qui est de la taille de sa population, devant la Montérégie (18,3 %) et la Capitale-Nationale (8,8 %).

Tableau 2.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, Montréal et ensemble du Québec, 1996-2012p

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]		
	1996	2001	2006	2012p	1996-2001	2001-2006	2006-2012p
	n				pour 1 000		
Montréal	**1 797 912**	**1 850 521**	**1 873 608**	**1 981 672**	**5,8**	**2,5**	**9,3**
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**8 054 756**	**4,1**	**6,3**	**9,0**

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012.

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2013), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Entre 2006 et 2012, la population montréalaise a crû à un taux annuel moyen d'environ 9 pour mille selon les données provisoires, un rythme qui surpasse celui qu'a connu la région au cours des périodes 2001-2006 (2,5 pour mille) et 1996-2001 (5,8 pour mille). Cette accélération de la croissance démographique s'observe aussi dans l'ensemble du Québec. Soulignons que Montréal continue de croître moins rapidement que les régions qui lui sont adjacentes, surtout celles qui sont situées dans sa périphérie nord. En effet, Laval, Lanaudière et les Laurentides affichent une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 14 à 16 pour mille entre 2006 et 2012; en Montérégie, ce taux s'établit à un peu plus de 10 pour mille (voir le tableau comparatif à la fin du bulletin).

Les estimations de population : prudence dans l'interprétation des données provisoires

Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions administratives et des MRC entre 2006 et 2012. Les estimations de population de Statistique Canada actuellement disponibles pour cette période ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations de population seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions.

Structure par âge

La structure par âge de Montréal est unique au Québec. Son âge médian, de 38,6 ans en 2012, est le moins élevé de toutes les régions si on exclut le Nord-du-Québec. La part des jeunes de moins de 20 ans (20,0 %) y est parmi les plus faibles, mais l'immigration internationale et l'arrivée de jeunes en provenance des autres régions y assurent le maintien d'un important bassin de jeunes adultes. Globalement, les 20-64 ans, que l'on peut considérer comme la population d'âge actif, comptent pour près de 65 % de la population montréalaise, soit davantage que dans toutes les autres régions. À l'intérieur de ce groupe, Montréal compte par ailleurs davantage de 20-44 ans et moins de 45-64 ans que la plupart des autres régions; sa population d'âge actif est donc plus jeune que celle de l'ensemble du Québec. En ce qui concerne la part des 65 ans et plus, elle s'établit à 15,2 % à Montréal en 2012, soit un peu moins que dans l'ensemble du Québec (16,2 %). Cette part a peu bougé à Montréal au cours des dernières années, tandis qu'elle a progressé dans toutes les régions. Ceci témoigne du fait que le vieillissement de la population est moins rapide à Montréal qu'ailleurs au Québec.

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge et âge médian, Montréal et ensemble du Québec, 2012[p]

	Groupe d'âge								Âge
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	médian
	n				%				
Montréal	**1 981 672**	**397 102**	**1 283 715**	**300 855**	**100,0**	**20,0**	**64,8**	**15,2**	**38,6**
Ensemble du Québec	**8 054 756**	**1 727 552**	**5 025 818**	**1 301 386**	**100,0**	**21,4**	**62,4**	**16,2**	**41,5**

Note : Population au 1er juillet.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2013), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

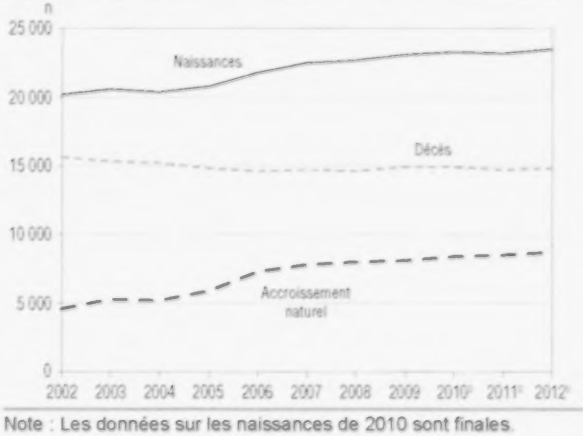
Naissances, décès et accroissement naturel

Selon les données provisoires, environ 23 500 bébés sont nés à Montréal en 2012. Ce nombre a peu bougé depuis 2009, une stabilisation qui survient après quelques années de hausse communes à l'ensemble des régions du Québec. Avant d'amorcer ce mouvement à la hausse, le nombre de naissances était descendu à environ 20 000 à Montréal au début des années 2000.

En 2012, l'indice synthétique de fécondité est d'un peu moins de 1,5 enfant par femme à Montréal, le plus bas de toutes les régions du Québec. À titre comparatif, il s'établit à 1,68 enfant par femme dans l'ensemble du Québec. La fécondité y était toutefois encore plus faible il y a une dizaine d'années : en 2002, l'indice de fécondité y était de 1,40. Entre ces deux années, il a culminé à 1,56 enfant par femme en 2007, avant de s'infléchir légèrement au cours des années les plus récentes. Si les naissances tendent à se stabiliser malgré ce récent recul de la fécondité, c'est que le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants s'est accru dans la région.

Figure 2.1

Naissances, décès et accroissement naturel, Montréal, 2002-2012[p]



Note : Les données sur les naissances de 2010 sont finales.

Source : Institut de la statistique du Québec.

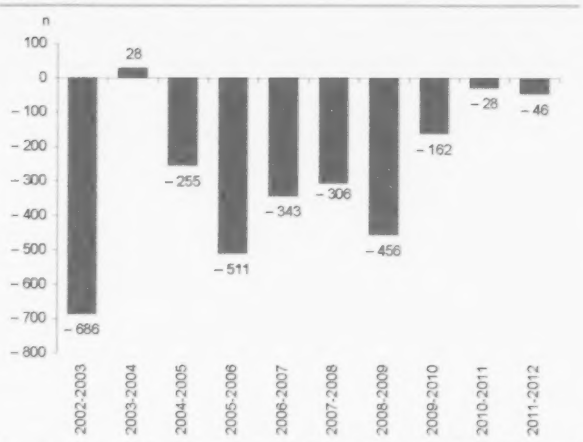
Montréal se démarque par ailleurs comme étant la seule région du Québec où les décès se sont légèrement réduits au cours des 10 dernières années. On compte en effet 14 800 décès dans la région en 2012, comparativement à 15 600 en 2002. Comme les décès sont moins nombreux et que les naissances ont augmenté, l'accroissement naturel, soit l'excédent des naissances sur les décès, a pris de l'ampleur au cours des dernières années. S'il représentait un gain de moins de 5 000 personnes en 2002, il s'établit à 8 700 personnes en 2012, le sommet des 10 dernières années.

Migration interrégionale

Montréal est depuis longtemps largement déficitaire dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec. Depuis 2002-2003, elle a généralement perdu plus de 20 000 habitants par année au profit des autres régions. En 2011-2012, son solde migratoire interrégional s'établit à environ – 22 500 personnes. Ce solde est le résultat de 40 800 entrées en provenance des autres régions et de 60 300 départs vers le reste du Québec.

Figure 2.2

Solde migratoire interrrégional, Montréal, 2002-2003 à 2011-2012

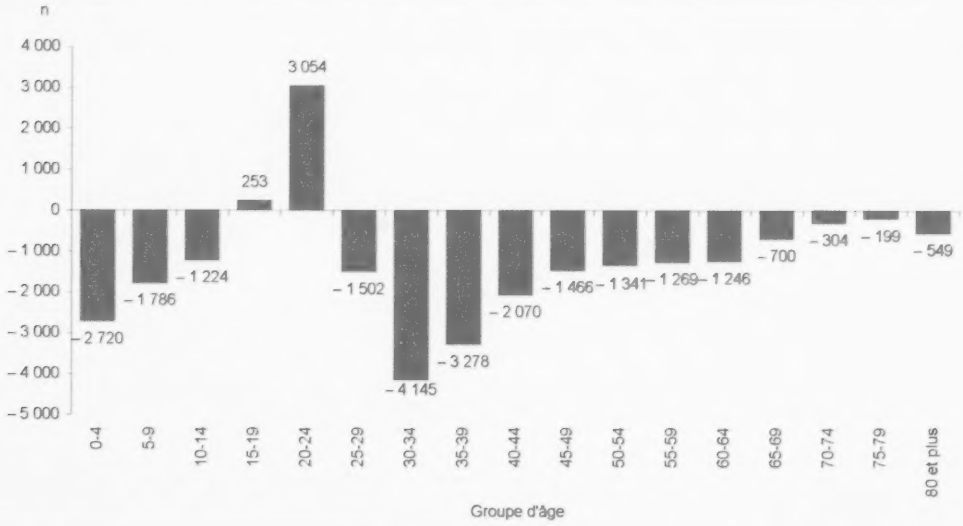


Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

En 2011-2012, le solde migratoire de Montréal est négatif dans tous les groupes d'âge, sauf chez les 20-24 ans (+ 3 054) et, dans une moindre mesure, chez les 15-19 ans (+ 253). Les gains dans cette tranche d'âge sont notamment attribuables à la présence d'institutions d'enseignement collégial et universitaire qui desservent non seulement les jeunes de Montréal, mais aussi ceux des autres régions du Québec. Les déficits importants chez les 25-44 ans suggèrent que les migrations des jeunes adultes vers Montréal sont souvent de nature temporaire, qu'elles soient suivies d'un retour dans la région d'origine ou de l'installation dans une autre région, notamment dans les régions de la couronne montréalaise. Le déficit chez les 25-44 ans trouve un écho chez les 0-14 ans, indiquant des pertes chez les familles avec enfants.

Figure 2.3

Solde migratoire interrégional selon le groupe d'âge, Montréal, 2011-2012



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

La Montérégie est la principale région de destination des individus qui quittent Montréal, de même que la principale région d'origine de ceux qui s'y établissent. En 2011-2012, un peu plus du tiers des mouvements migratoires, qu'il s'agisse des entrées ou des sorties, ont impliqué cette région voisine. Ces échanges ont été considérablement défavorables à Montréal, qui a perdu 7 618 habitants au profit de la Montérégie. Un important déficit résulte aussi des échanges avec Laval (– 5 689) et Lanaudière (– 4 409), et des pertes non négligeables sont enregistrées vis-à-vis des Laurentides (– 2 036). Dans l'ensemble, les pertes enregistrées au profit des régions adjacentes en 2011-2012 sont un peu moins importantes qu'elles ne l'étaient dans la première moitié des années 2000. En revanche, Montréal a vu son solde migratoire se détériorer par rapport à la plupart des autres régions au cours des dernières années. Elle est par exemple devenue déficitaire par rapport à la région de la Capitale-Nationale et des régions dites éloignées, tandis qu'elle faisait des gains vis-à-vis ces dernières au début des années 2000.

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, Montréal, 2011-2012

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	– 93	13	387	0,9	12	480	0,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	– 79	11	481	1,2	11	560	0,9
Capitale-Nationale	– 75	5	2 082	5,1	5	2 157	3,5
Mauricie	– 92	8	864	2,1	8	956	1,6
Estrie	7	6	1 488	3,7	6	1 481	2,4
Montréal	...	...	...	...	...	...	...
Outaouais	– 128	7	1 183	2,9	7	1 312	2,1
Abitibi-Témiscamingue	– 18	12	421	1,0	13	439	0,7
Côte-Nord	– 69	16	195	0,5	15	264	0,4
Nord-du-Québec	17	15	215	0,5	16	198	0,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 75	14	343	0,8	14	418	0,7
Chaudière-Appalaches	– 41	10	546	1,3	10	587	1,0
Laval	– 5 689	2	6 859	16,8	2	12 548	20,5
Lanaudière	– 4 409	3	5 432	13,3	3	9 841	16,1
Laurentides	– 2 036	4	5 046	12,4	4	7 081	11,6
Montérégie	– 7 618	1	14 564	35,7	1	22 182	36,2
Centre-du-Québec	– 94	9	654	1,6	9	748	1,2
Total	**– 20 492**	**...**	**40 760**	**100,0**	**...**	**61 252**	**100,0**

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des parties.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Immigration internationale

L'immigration internationale joue un rôle incontournable dans la dynamique démographique de Montréal, qui est de loin la première région d'établissement des immigrants. En 2012, près des deux tiers (64 %) des immigrants récents, admis au Québec entre 2006 et 2010, résidaient à Montréal selon une étude du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec[1]. Cette proportion représente un peu plus de 120 000 nouveaux résidants. À titre comparatif, la Montérégie et Laval, qui sont les deuxième et troisième régions d'accueil, comptaient respectivement 10 % et 6 % des immigrants récents en 2012.

1. Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec (2012). *Présence en 2012 des immigrants admis au Québec de 2001 à 2010*, Montréal, Gouvernement du Québec, 33 p.

3. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2010, la proportion des familles en situation de faible revenu est plus élevée dans la région de Montréal (16,6 %) que dans l'ensemble du Québec (9,3 %). Mentionnons que c'est la présente région administrative qui, de toutes les régions, affiche le taux le plus élevé (+ 16,6 %). De 2006 à 2010, le taux de faible revenu après impôt des familles augmente dans la région (+ 0,6 point de pourcentage), tandis qu'il diminue de 0,1 point dans l'ensemble du Québec. Par rapport à 2009 seulement, le taux est en diminution de 0,3 point, comparativement à une diminution de 0,5 point dans l'ensemble du Québec.

À l'instar des autres régions, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente région. En 2010, ce taux est 2,5 fois plus élevé concernant les familles monoparentales (33,1 %) qu'en ce qui concerne les couples (13,2 %). Entre 2006 et 2010, le taux augmente de 1 point concernant les familles monoparentales, comparativement à une augmentation de 0,7 point pour les couples.

Toujours en 2010, on dénombre dans la région 78 110 familles à faible revenu, dont 26 450 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 84 820 en 2006 à 87 720 en 2010, soit une augmentation de 3,4 %. Cette augmentation fait contraste avec la stabilité du nombre total d'enfants de la région.

Tableau 3.1

Taux de faible revenu selon le type de famille, Montréal, 2006-2010

	2006	2007	2008	2009	2010	Écart 2010-2006
			%			point de pourcentage
Taux de faible revenu des familles	**16,1**	**16,8**	**16,7**	**17,0**	**16,6**	**0,6**
Famille comptant un couple	**12,5**	**13,2**	**13,2**	**13,6**	**13,2**	**0,7**
Sans enfants	10,8	11,3	11,4	11,8	11,3	0,5
Avec 1 enfant	14,1	14,8	14,7	15,1	14,8	0,7
Avec 2 enfants	12,3	13,1	13,2	13,6	13,3	1,0
Avec 3 enfants et plus	18,9	19,9	19,8	20,4	20,1	1,2
Famille monoparentale	**32,1**	**33,8**	**33,5**	**33,2**	**33,1**	**1,0**
Avec 1 enfant	28,7	29,9	29,5	29,3	29,4	0,8
Avec 2 enfants	34,6	36,4	36,4	36,3	36,1	1,5
Avec 3 enfants et plus	50,5	55,1	54,1	53,2	52,6	2,0

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Revenu médian des familles

De 2009 à 2010, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, est stationnaire dans la région de Montréal. Cette stabilité fait contraste avec l'augmentation observée dans l'ensemble du Québec (+ 1 %). Mentionnons que c'est la présente région administrative qui, de toutes les régions, affiche l'augmentation la moins élevée. Aussi, la région est en retard par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2010, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles s'établit à 56 560 $, comparativement à 65 860 $ au Québec.

Tableau 3.2

Revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, Montréal et ensemble du Québec, 2009-2010

	2009	2010	Variation 2010/2009
	$ constants de 2010		%
Montréal	**56 550**	**56 560**	**0,0**
Ensemble du Québec	**65 215**	**65 860**	**1,0**

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

En 2010, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (33 320 $) moins élevé que celui des familles comptant un couple (55 780 $). Enfin, de 2009 à 2010, le revenu médian des familles monoparentales s'est détérioré de 0,5 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est détérioré de 0,3 %.

Tableau 3.3

Revenu médian après impôt selon le type de famille, Montréal, 2009-2010

	2009	2010	Variation 2010/2009
	$ constants de 2010		%
Famille comptant un couple	**55 952**	**55 780**	**– 0,3**
Sans enfants	48 896	48 690	– 0,4
Avec 1 enfant	60 012	59 680	– 0,6
Avec 2 enfants	69 902	69 680	– 0,3
Avec 3 enfants et plus	63 494	63 230	– 0,4
Famille monoparentale	**33 478**	**33 320**	**– 0,5**
Avec 1 enfant	33 185	32 820	– 1,1
Avec 2 enfants	34 885	35 070	0,5
Avec 3 enfants et plus	32 385	32 730	1,1

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

4. Marché du travail

4.1 Indicateurs du marché du travail de Montréal

par Marc-André Demers, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

En 2012, l'emploi dans la région de Montréal varie peu (+ 0,3 %; + 2 500) après avoir baissé de façon importante au cours de l'année précédente (– 10 200). Elle conserve le premier rang dans la province en termes de volume d'emplois (– 0,2 point de pourcentage à 23,6 %). Une hausse légèrement plus élevée de la population en âge de travailler (+ 0,6 %) que de l'emploi engendre une diminution de 0,2 point du taux d'emploi (57,7 %). La région se hisse néanmoins à la 9e place à ce chapitre, une hausse d'un rang. Seuls les hommes (+ 8 600) et les personnes âgées de 15 à 29 ans (+ 9 000) profitent de la progression de l'emploi. À l'inverse, les femmes (– 6 100) ainsi que les personnes de 30 ans et plus (– 6 500) en perdent. Le secteur des services compte 4 000 emplois de plus que l'année précédente, alors que le secteur des biens en voit disparaître.

Tableau 4.1.1

Caractéristiques du marché du travail, Montréal, 2008-2012

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
Population active	k	1040,0	1035,2	1051,9	1040,8	1049,4
Emploi	k	950,0	919,8	949,6	939,4	941,9
Selon le régime						
Emploi à temps plein	k	768,8	748,8	759,4	756,1	759,3
Emploi à temps partiel	k	181,2	171,0	190,2	183,4	182,6
Groupe d'âge						
15-29 ans	k	248,5	244,7	250,9	237,9	246,9
30 ans et plus	k	701,5	675,1	698,7	701,5	695,0
Sexe						
Hommes	k	506,1	474,3	493,9	491,9	500,5
Femmes	k	443,9	445,5	455,7	447,5	441,4
Secteur d'activités						
Secteur des biens	k	147,8	140,6	132,6	136,5	134,9
Secteur des services	k	802,2	779,2	817,0	803,0	807,0
Chômeurs	k	90,0	115,4	102,3	101,4	107,4
Taux d'activité	%	65,8	64,8	65,3	64,1	64,3
Taux de chômage	%	8,7	11,1	9,7	9,7	10,2
Taux d'emploi	%	60,1	57,6	58,9	57,9	57,7
Part de l'emploi à temps partiel	%	19,1	18,6	20,0	19,5	19,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La totalité des nouveaux emplois est à temps plein (+ 3 200). La part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total varie peu (– 0,1 point; 19,4 %). La population active (+ 0,8 %) s'accroît plus rapidement que l'emploi, le taux de chômage dans la région de Montréal monte à 10,2 %, soit une augmentation de 0,5 point. La région se situe au 15e rang sur 16 à cet égard. Le nombre de chômeurs affiche une hausse importante (+ 6 000). En 2012, le taux d'activité augmente de 0,2 point, compte tenu de la progression de la population active légèrement supérieure à celle de la population en âge de travailler. Il se fixe à 64,3 %, un niveau en deçà du taux d'activité du Québec (65,1 %). Par rapport à 2008, l'emploi s'est contracté de 8 100 emplois (– 0,9 %) dans la région montréalaise en 2012. Le nombre de chômeurs est en hausse de près de 20 % (+ 17 400). Durant la même période, le taux d'emploi fléchit de 2,4 points et le taux de chômage croît de 1,5 point.

5. Comptes économiques

5.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques

En 2010, le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants (PIB) s'élève à 104,4 G$ dans la région de Montréal. La production de cette région constitue près de 35 % du PIB du Québec, ce qui en fait, de loin, la région la plus importante du Québec sur le plan économique, devant la Montérégie, qui représente un peu plus de 15 % de l'économie québécoise, et la Capitale-Nationale, près de 10 %.

L'économie de la région augmente de 4,2 % en 2010, ce qui améliore son taux de croissance annuel moyen (TCAM) au cours des quatre dernières années qui se chiffre ainsi à 2,9 %. En 2010, l'économie du Québec croît de 4,6 % et son TCAM s'élève à 3,3 %.

La région se classe au douzième rang parmi les 17 régions administratives au chapitre de la croissance économique en 2010.

Produit intérieur brut par industrie

Le secteur des services affiche une forte prépondérance dans l'économie de la région de Montréal avec un PIB qui atteint 82,1 G$ en 2010, soit 78,7 % de son activité économique. En comparaison, cette production correspond à 71,7 % du PIB à l'échelle du Québec. La performance économique de la région en 2010 provient de l'augmentation de cette production (+ 4,6 %) et, dans une moindre mesure, de celle des industries productrices de biens (+ 2,8 %).

En 2010, le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 5,5 %), les soins de santé et l'assistance sociale (+ 4,9 %), le commerce de détail (+ 7,1 %) ainsi que l'industrie du transport et de l'entreposage (+ 6,0 %) contribuent à l'expansion du secteur des services. Le commerce de gros (+ 4,3 %), les services d'enseignement (+ 5,6 %), l'industrie de l'information et culturelle (+ 3,2 %) et les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 1,9 %) – ces deux dernières industries constituant des bases économiques importantes de la région – soutiennent également cette expansion. Une autre des bases économiques importantes de la région, soit l'industrie des arts, des spectacles et des loisirs, augmente de 2,1 %. L'industrie de l'hébergement et des services de restauration croît de 4,7 %.

Avec un PIB de 22,3 G$, les industries productrices de biens occupent 21,3 % de l'économie de la région. L'industrie de la fabrication est en perte de vitesse depuis 2001. Ainsi, malgré des gains de 3,7 % et de 2,8 % enregistrés respectivement au cours des années 2004 et 2010, sa part dans l'économie de la région passe de 22,4 % en 2000 à 13,35 % en 2010. Trois industries considérées comme des bases économiques de la région connaissent un regain en 2010. Après plusieurs années à la baisse, la fabrication de vêtements (+ 6,5 %) et celle de produits en cuir (+ 16,7 %) montrent une amélioration. La fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques, à la suite de deux années de diminution consécutives, croît de 11,7 %. Toutefois, les usines de textile et de produits textiles (– 6,3 %) de même que l'impression et les activités connexes de soutien (– 2,4 %) poursuivent leur tendance baissière, la fabrication de produits informatiques et électroniques (– 3,1 %) connaît une deuxième mauvaise année d'affilée et celle de boissons et de produits du tabac se replie de 1,8 %. À l'inverse, la fabrication de produits chimiques (+ 7,8 %), autre base économique de la région, croît pour une deuxième année consécutive et celle d'aliments (+ 6,8 %) pour une quatrième année consécutive. La première transformation des métaux fait un bond de 23,2 % et les activités diverses de fabrication, qui constituent une base économique régionale et qui évoluent en dents de scie depuis quelques années, présentent une augmentation de 6,9 % en 2010. L'industrie de la construction (+ 1,9 %) évolue à la hausse au cours des trois dernières années.

La part des industries productrices de biens s'érode dans la région de Montréal. Ainsi, de 23,4 % de l'économie régionale en 2006, cette part s'évalue à 21,3 % en 2010, dû en grande partie à l'industrie de la fabrication dont la part passe de 16,0 % en 2006 à 13,3 % en 2010. En comparaison, la part provinciale des industries productrices de biens se situe à 30,6 % en 2006 contre 28,3 % en 2010, avec la part de l'industrie de la fabrication qui diminue de 18,2 % à 14,6 %.

Tableau 5.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, Montréal, 2009-2010

	2009[r]	2010[p]	Part de l'industrie en 2010	Variation annuelle moyenne 2010/2006	Variation 2010/2009
	k$			%	
Ensemble des industries	**100 147 052**	**104 397 844**	**100,0**	**87,5**	**4,2**
Secteur de production de biens	**21 644 744**	**22 251 605**	**21,3**	**0,5**	**2,8**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	98 569	106 600	0,1	– 3,1	8,1
Cultures agricoles et élevage	52 338	49 938	0,0	0,9	– 4,6
Foresterie et exploitation forestière	19 209	24 143	0,0	– 11,6	25,7
Pêche, chasse et piégeage	x	x	...	...	...
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	x	x	...	...	...
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	x	38 221	0,0	...	...
Services publics	x	5 018 686	4,8	...	...
Construction	3 092 611	3 152 013	3,0	3,3	1,9
Fabrication	13 563 067	13 936 085	13,3	– 1,6	2,8
Fabrication d'aliments	1 343 105	1 434 867	1,4	8,1	6,8
Fabrication de boissons et de produits du tabac	1 151 764	1 130 484	1,1	– 3,8	– 1,8
Usines de textiles et de produits textiles	281 440	263 644	0,3	– 13,9	– 6,3
Fabrication de vêtements	592 396	630 994	0,6	– 13,8	6,5
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	28 025	32 713	0,0	– 2,6	16,7
Fabrication de produits en bois	92 417	94 823	0,1	– 7,9	2,6
Fabrication du papier	593 124	614 833	0,6	– 1,9	3,7
Impression et activités connexes de soutien	737 418	719 811	0,7	– 0,5	– 2,4
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	x	x	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	1 599 397	1 723 459	1,7	– 0,3	7,8
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	467 458	511 184	0,5	– 6,0	9,4
Fabrication de produits minéraux non métalliques	269 251	282 269	0,3	– 2,0	4,8
Première transformation des métaux	411 584	507 174	0,5	– 3,0	23,2
Fabrication de produits métalliques	722 578	719 100	0,7	– 3,8	– 0,5
Fabrication de machines	748 893	768 876	0,7	0,8	2,7
Fabrication de produits informatiques et électroniques	747 409	724 374	0,7	– 2,1	– 3,1
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	507 592	566 913	0,5	– 0,5	11,7
Fabrication de matériel de transport	x	x	...	...	...
Fabrication de meubles et de produits connexes	268 777	262 397	0,3	– 3,1	– 2,4
Activités diverses de fabrication	391 961	418 853	0,4	– 1,4	6,9
Secteur des services	**78 502 308**	**82 146 239**	**78,7**	**3,6**	**4,6**
Commerce de gros	6 957 789	7 255 537	6,9	2,1	4,3
Commerce de détail	4 893 721	5 239 601	5,0	3,8	7,1
Transport et entreposage	5 371 744	5 693 498	5,5	0,8	6,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	7 164 222	7 392 715	7,1	2,3	3,2
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	18 959 891	20 009 627	19,2	3,4	5,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	7 311 121	7 450 978	7,1	4,1	1,9
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	x	3 600 408	3,4	...	...
Services d'enseignement	4 407 777	4 652 580	4,5	4,9	5,6
Soins de santé et assistance sociale	8 034 790	8 425 800	8,1	6,3	4,9
Arts,spectacles et loisirs	1 509 778	1 541 212	1,5	3,3	2,1
Hébergement et services de restauration	1 845 135	1 932 103	1,9	2,3	4,7
Autres services, sauf les administrations publiques	3 237 239	3 367 278	3,2	5,8	4,0
Administrations publiques	x	5 584 903	5,3	...	...

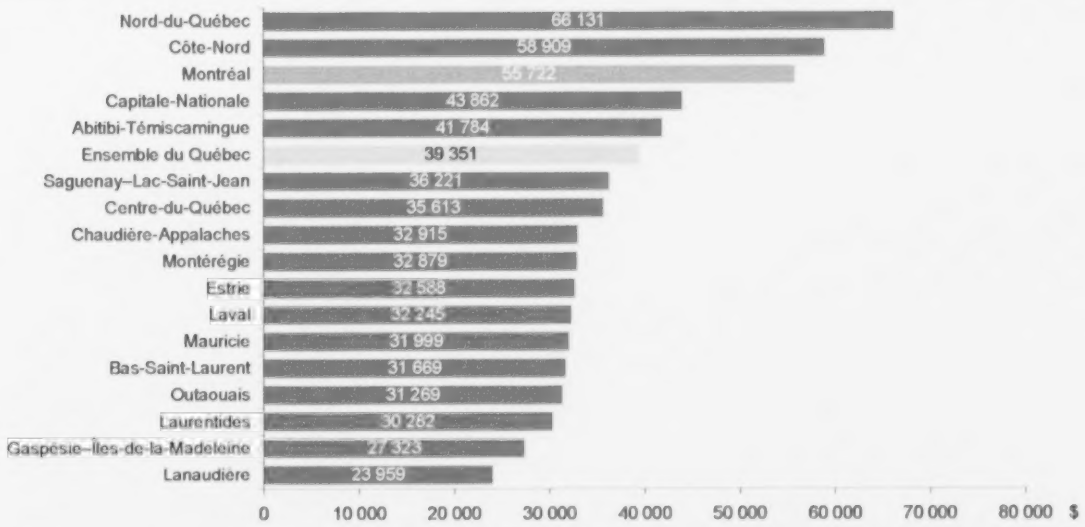
Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec, Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la région de Montréal figure au troisième rang parmi les régions administratives du Québec en 2011. En effet, le PIB par habitant atteint 55 722 $, en hausse de 3,9 % par rapport à 2010, taux de croissance supérieur à celui du Québec (+ 3,6 %), atteint grâce à une croissance de sa population plus faible que celle du Québec puisque son PIB croît légèrement plus faiblement que celui du Québec. Le PIB par habitant s'élève à 39 351 $ en 2011 au Québec.

Figure 5.1.1

Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2011



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec, Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

5.2 Revenu disponible des ménages

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Après avoir crû timidement de 0,3 % en 2010, le revenu disponible des ménages par habitant de Montréal augmente plus fortement en 2011, soit de 3,8 %. Il s'agit de la troisième plus forte croissance au Québec. L'accroissement est attribuable, entre autres, à l'augmentation combinée du revenu net de la propriété (+ 9,5 %) et du revenu mixte net (+ 7,3 %). À titre comparatif, le taux de croissance du revenu disponible des ménages par habitant au Québec s'élève à 2,6 % en 2011, comparativement à 1,6 % un an plus tôt.

Avec un revenu disponible des ménages de 26 567 $ par habitant, Montréal se classe au quatrième rang parmi les 17 régions administratives, tout juste devant la Capitale-Nationale (26 431 $), mais derrière la Montérégie (26 598 $). Au Québec, le revenu disponible des ménages est plus faible que celui de Montréal et il s'élève à 25 646 $ par habitant en 2011.

Décomposition du revenu disponible des ménages

La composition du revenu des ménages permet mieux comprendre l'avance de la région en regard de la moyenne québécoise. Ainsi, dans les prochains paragraphes, nous décortiquerons la structure de revenu des ménages de Montréal et nous la comparerons avec celle des ménages de la province.

Tableau 5.2.1

Revenu disponible des ménages et ses principales composantes par habitant, Montréal et ensemble du Québec, 2010-2011

	Montréal			Ensemble du Québec		
	2010	2011[p]	Variation 2011/2010	2010	2011[p]	Variation 2011/2010
	$/hab.		%	$/hab.		%
Rémunération des salariés	20 564	21 274	3,5	21 847	22 559	3,3
Revenu mixte net	4 767	5 115	7,3	3 324	3 515	5,7
Revenu net de la propriété	3 786	4 145	9,5	2 767	2 905	5,0
Égal :						
Revenu primaire des ménages	**29 116**	**30 535**	**4,9**	**27 938**	**28 978**	**3,7**
Plus :						
Transferts courants reçus par les ménages	**5 501**	**5 520**	**0,3**	**5 545**	**5 621**	**1,4**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	188	193	3,1	97	100	3,1
Des administrations publiques	5 146	5 161	0,3	5 386	5 461	1,4
Administration fédérale	2 236	2 243	0,3	2 434	2 471	1,5
Administration provinciale	1 771	1 764	– 0,4	1 645	1 641	– 0,3
Administrations autochtones	0	0	0,0	19	18	– 0,9
RRQ et RPC	1 139	1 155	1,3	1 289	1 331	3,3
Des non-résidents	167	165	– 1,4	62	60	– 2,1
Moins :						
Transferts courants payés par les ménages	**9 021**	**9 488**	**5,2**	**8 495**	**8 953**	**5,4**
Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	686	707	3,1	353	364	3,1
Aux administrations publiques (impôts, cotisations, etc.)	8 073	8 512	5,4	8 046	8 491	5,5
Aux non-résidents	262	269	2,8	96	98	2,1
Égale :						
Revenu disponible des ménages	**25 596**	**26 567**	**3,8**	**24 988**	**25 646**	**2,6**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et Développement du Nord Canada; Commission de la santé et de la sécurité du travail; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; Régie des rentes du Québec; Ressources humaines et Développement des compétences Canada; Revenu Québec; Secrétariat aux affaires autochtones; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Revenu primaire des ménages

Le revenu primaire, soit celui que tirent les ménages de leur participation au processus de production en tant que détenteur de facteurs de production, atteint 30 535 $ par habitant à Montréal, soit un niveau supérieur à la moyenne provinciale (28 978 $). Le revenu primaire représente ainsi 84,7 % du revenu total des ménages à Montréal, tandis qu'il occupe une part moins importante dans l'ensemble du Québec, soit de 83,8 %.

La rémunération des salariés, principale composante du revenu primaire des ménages, demeure par contre plus faible à Montréal (21 274 $) que dans l'ensemble de la province (22 559 $). Cette situation s'explique, entre autres, par le fait que le taux d'emploi et le salaire hebdomadaire médian des employés sont plus bas dans la région que dans le reste de la province. Loin de s'estomper, l'écart entre la rémunération des salariés par habitant de Montréal et celui du Québec s'est accentué, entre 2007 et 2011, passant de 475 $ à 1 284 $.

Le revenu mixte net, deuxième composante en importance du revenu primaire des ménages, est toutefois plus élevé à Montréal (5 115 $) que dans l'ensemble du Québec (3 515 $). Le revenu mixte net englobe le revenu net des exploitants agricoles, le revenu net des entreprises individuelles ainsi que le revenu des loyers. D'ailleurs, le revenu des loyers continue de progresser fortement en regard de 2010 dans la région (+ 9,7 %), stimulé, entre autres, par la vigueur du marché immobilier.

En ce qui concerne le revenu net de la propriété, soit la différence entre les revenus de placement reçus et payés par les ménages, il demeure nettement plus élevé à Montréal (4 145 $) qu'à l'échelle québécoise (2 905 $). À cet égard, Montréal se classe au premier rang parmi les régions administratives. La bonne performance de la région à ce chapitre est attribuable au fait qu'on retrouve une concentration relativement importante de ménages aisés, lesquels se caractérisent par des revenus de placement particulièrement élevé.

Transferts courants reçus par les ménages

À l'instar des autres régions, les ménages de Montréal reçoivent principalement des transferts courants en provenance des administrations publiques, tandis que les transferts reçus des non-résidents et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) représentent une source de revenus relativement négligeables. En 2011, les différents paliers de gouvernement ont versé à eux seuls, en prestations sociales et crédits d'impôt remboursables, plus de 5 100 $ par habitant dans la région comparativement à 5 461 $ au Québec. Les transferts gouvernementaux sont moins importants à Montréal en raison du fait que les résidants ont moins recours aux indemnités versées aux accidentés du travail, aux prestations d'assurance-emploi ainsi que celles du Régime des rentes du Québec (RRQ).

Transferts courants payés par les ménages

Pour calculer le revenu disponible, on déduit du revenu total les transferts que paient les ménages aux administrations publiques, aux non-résidents ainsi qu'aux ISBLSM. En raison d'un revenu total plus élevé, les transferts payés aux gouvernements par les ménages montréalais (8 512 $) sous forme d'impôt sur le revenu, de cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts sont légèrement supérieurs à la moyenne (8 491 $). D'ailleurs, la part du revenu consacrée aux transferts payés par les ménages aux différents paliers de gouvernement a augmenté au cours des deux dernières années à Montréal et elle se situe à 23,6 % en 2011.

Il importe de mentionner que les dons de bienfaisance sont désormais déduits du revenu des ménages, étant donné qu'ils sont considérés, selon les normes du système de comptabilité nationale canadien, comme des transferts courants aux ISBLSM. En 2011, les résidants de l'île de Montréal ont donné en moyenne 707 $ aux ISBLSM, ce qui est près du double de la moyenne québécoise (364 $). Aucune région au Québec ne verse, en moyenne, autant en dons que Montréal.

6. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques

6.1 Investissements

Selon les intentions pour 2013, les investissements dans la région de Montréal devraient atteindre 15,9 G$, en baisse de 2,4 % par rapport à 2012, suivant une augmentation de 14,9 % entre 2011 et 2012. La région représenterait ainsi 22,2 % du total québécois (71,4 G$). À ce chapitre, la croissance de la région est moins rapide que celle de l'ensemble des régions (+ 0,5 %), alors qu'elle avait fait mieux en 2012 (moyenne provinciale : + 10,2 %). La région arrive au quatorzième rang parmi les 17 régions administratives en ce qui concerne la croissance annuelle.

Tableau 6.1.1

Dépenses en immobilisation par industrie[1] et par secteur, Montréal, 2009-2013[2]

	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012	Part relative dans la région (2013)	Part relative dans le Québec (2013)
	k$					%		
Production de biens	1 654 259	1 446 072	1 917 685	2 638 403	2 559 582	– 3,0	16,1	14,4
Production de services	7 992 015	7 304 918	8 858 529	9 749 460	10 111 541	3,7	63,8	33,6
Logement	2 165 497	2 726 340	3 359 014	3 857 586	3 184 746	– 17,4	20,1	13,5
Total	**11 811 771**	**11 477 329**	**14 135 229**	**16 245 450**	**15 855 869**	**– 2,4**	**100,0**	**22,2**
Secteur privé non résidentiel	5 344 143	4 789 477	5 684 394	6 732 305	6 351 739	– 5,7	40,1	24,9
Secteur public	4 302 131	3 961 513	5 091 820	5 655 558	6 319 384	11,7	39,9	28,3

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

1. Statistique Canada, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002.
2. 2009-2011 : dépenses réelles; 2012 : dépenses réelles provisoires; 2013 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les industries productrices de biens, qui comptent pour 16,1 % de l'investissement régional en 2013, sont en décroissance de 3,0 % par rapport à 2012, pour atteindre 2,6 G$. L'investissement dans la région représente 14,4 % de l'investissement total de ces industries au Québec. En 2013, l'investissement de ces industries se concentre dans le secteur de la fabrication (1,2 G$) et dans celui des services publics (1,1 G$).

L'investissement dans les industries productrices de services, représentant plus de la moitié de l'investissement régional (63,8 %), est en hausse de 3,7 % par rapport à 2012 et se chiffre à 10,1 G$. Il s'agit d'un nouveau sommet historique. La variation annuelle de l'investissement de la région dans ces industries, qui constitue 33,6 % de l'investissement québécois (30,1 G$), est supérieure à la moyenne provinciale (+ 3,2 %). Les administrations publiques dominent, avec des investissements prévus de 2,2 G$ en 2013, soit 21,6 % du total des industries productrices de services.

L'investissement résidentiel, qui représente 20,1 % de l'investissement régional en 2013, est en décroissance de 17,4 %, pour s'établir à 3,2 G$. Il s'agit d'une variation annuelle inférieure à la moyenne québécoise (– 0,5 %). La région représente 13,5 % du total provincial.

Le secteur privé non résidentiel, qui polarise 40,1 % de l'investissement total, est en décroissance de 5,7 % par rapport à 2012, pour s'élever à 6,4 G$. Cela correspond à une variation annuelle inférieure à la moyenne québécoise (– 2,9 %). La région de Montréal représente 24,9 % du secteur privé non résidentiel québécois. Les investissements publics affichent une croissance

de 11,7 % par rapport à 2012, pour s'établir à 6,3 G$. Il s'agit d'une variation annuelle supérieure à la moyenne québécoise (+ 5,7 %). Cette région accapare 28,3 % des investissements publics au Québec.

6.2 Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités de la région de Montréal atteint 3,4 G$ en 2012, en baisse de 6,2 % par rapport à 2011. La décroissance s'observe tout autant dans le secteur non résidentiel (– 7,0 %) que dans le secteur résidentiel (– 5,5 %).

Tableau 6.2.1

Valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, Montréal et ensemble du Québec, 2008-2012

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	Moyenne 2007-2011
Montréal	**k$**	**2 056 607**	**2 001 377**	**2 410 488**	**3 640 375**	**3 412 856**	**– 6,2**	**2 458 398**
Résidentiel	k$	1 015 916	940 616	1 236 026	1 811 499	1 712 639	– 5,5	1 207 377
Non résidentiel	k$	1 040 691	1 060 761	1 174 462	1 828 876	1 700 217	– 7,0	1 251 020
Commercial	k$	679 459	623 494	616 237	1 243 408	1 005 429	– 19,1	751 660
Industriel	k$	111 787	139 252	65 193	183 006	252 681	38,1	132 473
Institutionnel	k$	249 445	298 015	493 032	402 462	442 107	9,9	366 887
Nouvelles unités créées	n	..	..	7 176	10 898	8 862	– 18,7	...
Ensemble du Québec		**13 806 682**	**12 929 699**	**14 842 345**	**15 489 597**	**16 062 508**	**3,7**	**14 008 335**
Résidentiel	k$	8 911 629	8 406 568	9 846 251	10 174 688	10 196 082	0,2	9 151 047
Non résidentiel	k$	4 895 053	4 523 131	4 996 094	5 314 909	5 866 426	10,4	4 857 288
Commercial	k$	2 625 641	2 489 522	2 758 545	3 275 802	3 084 319	– 5,8	2 719 160
Industriel	k$	1 102 337	827 458	890 420	966 666	1 254 308	29,8	934 697
Institutionnel	k$	1 167 075	1 206 151	1 347 129	1 072 441	1 527 799	42,5	1 203 431
Nouvelles unités créées	n	..	..	53 579	53 890	51 262	– 4,9	...

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les permis de bâtir résidentiels ont autorisé la construction de 8 862 nouvelles unités indépendantes, comparativement à 10 898 en 2011. La valeur des permis délivrés dans ce secteur s'élève à 1,7 G$. Il s'agit d'une valeur bien supérieure à la moyenne des cinq dernières années (1,2 G$). L'île de Montréal représente à elle seule 16,8 % de la valeur totale des permis octroyés dans le secteur résidentiel au Québec, et elle compte pour 17,3 % des nouvelles unités indépendantes autorisées.

La valeur des permis de bâtir non résidentiels octroyés en 2012 est supérieure à la moyenne des cinq dernières années dans toutes les composantes. Les permis de bâtir commerciaux délivrés s'élèvent à 1,0 G$, en décroissance de 19,1 % par rapport à 2011 (la moyenne des cinq dernières années est de 751,7 M$). Les permis de bâtir industriels croissent pour leur part de 38,1 % en 2012, pour atteindre 252,7 M$, comparativement à une moyenne de 132,5 M$ pour la période 2007-2011. Finalement, les permis de bâtir institutionnels sont en croissance de 9,9 % par rapport à 2011, pour atteindre 442,1 M$. Leur valeur est supérieure à la moyenne des cinq dernières années (366,9 M$).

7. Science et technologie

par Marianne Bernier, Direction des statistiques économiques

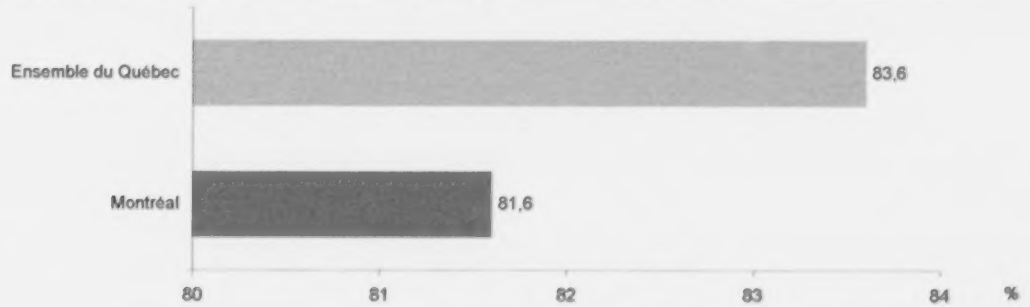
Les données présentées dans ce chapitre sont tirées de *l'Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet* de l'Institut de la statistique du Québec et sont diffusées dans son site Web.

Montréal a un taux de branchement Internet significativement plus élevé que celui de l'ensemble du Québec

En 2012, le taux de branchement à Internet dans la région de Montréal s'élève à 83,6 %, soit un taux significativement plus élevé que celui pour l'ensemble du Québec (81,6 %). Montréal est la quatrième région la plus branchée du Québec après la Capitale-Nationale (84,5 %), Laval (84,3 %) et la Montérégie (84,0 %). Le territoire de la municipalité régionale de comté de Montréal couvre l'entièreté du territoire de la région et donc, le taux de branchement y est le même (83,6 %).

Figure 7.1

Proportion de ménages branchés à Internet, Montréal et ensemble du Québec, 2012



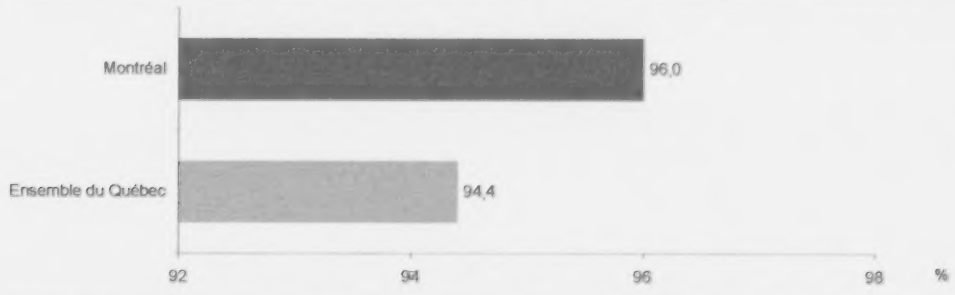
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

Le branchement à Internet haute vitesse est la norme dans Montréal

En 2012, 96,0 % des ménages branchés à Internet utilisent une connexion haute vitesse, soit une connexion permettant une vitesse de téléchargement de 1,5 mégabit et plus par seconde. Dans l'ensemble du Québec, le taux de branchement à la haute vitesse est de 94,4 %. Non seulement Montréal a une proportion de ménages branchés à la haute vitesse significativement plus élevée que le total du Québec, mais elle est la troisième région la plus branchée à la haute vitesse, derrière l'Abitibi-Témiscamingue (96,7 %) et Laval (96,1 %).

Figure 7.2

Ménages branchés à la haute vitesse, en proportion des ménages branchés, Montréal et ensemble du Québec, 2012



Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

Le tiers des ménages non branchés à Internet accède à Internet à partir d'autres endroits

Environ un ménage sur six n'a pas de connexion Internet à Montréal en 2012 (16,4 %). La raison la plus fréquemment évoquée par ces ménages et ceux dans l'ensemble du Québec pour ne pas avoir accès à Internet est l'absence de besoin ou le manque d'intérêt (71,6 % et 75,4 % respectivement). Certaines raisons ont été évoquées par une proportion significativement moindre de ménages non branchés à Montréal que dans l'ensemble du Québec. Il s'agit du manque de confiance, de connaissances ou de formation (38,4 %) et de l'absence d'appareil permettant d'accéder à Internet à partir du domicile (33,3 %). Dans l'ensemble du Québec, ces deux raisons ont été mentionnées par respectivement 44,3 % et 36,9 % de ménages non branchés. À l'opposé, 32,8 % des ménages non branchés de Montréal indiquent ne pas avoir de connexion à Internet, car ils y accèdent à partir d'autres endroits. La proportion correspondante est de 24,9 % dans l'ensemble du Québec.

Figure 7.3

Proportion de ménages non branchés à Internet selon la raison du non-branchement, Montréal et ensemble du Québec, 2012

* L'estimation est significativement différente de celle pour l'ensemble du Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

8. Santé

par Pierre Cambon, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires, délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005. Par ailleurs, l'analyse dans cette section est surtout focalisée sur l'offre de services dans le système de santé au Québec, à savoir le personnel de la santé et les installations sociosanitaires.

Personnel de la santé

En 2011, à Montréal, le nombre de médecins augmente de 2,5 %, ce qui fait perdurer la croissance uniforme amorcée en 1999. Au Québec, ce nombre s'accroît de 2,7 %, ce qui porte l'effectif à 17 535. Depuis 2007, l'accroissement du nombre de médecins dans la région (+ 7,2 %) est dû davantage aux spécialistes (+ 8,2 %) qu'aux omnipraticiens (+ 5,3 %). Au Québec, les spécialistes (+ 10,6 %) plus que les omnipraticiens (+ 6,1 %) ont participé à l'augmentation du nombre de médecins (+ 8,4 %). Pour ce qui est des dentistes, on assiste en 2011 à une baisse de 0,7 %, et ce, après deux années de croissance. Néanmoins, depuis 2007, l'augmentation à Montréal est de 2,6 %.

On enregistre en 2011-2012 pour le personnel infirmier une hausse de 2,3 % à Montréal. Cette croissance est plus marquée chez les infirmières auxiliaires (+ 7,6 %) et les infirmières cliniciennes et praticiennes (+ 3,3 %) que chez les préposées aux bénéficiaires et les infirmières (+ 1,0 % respectivement).

Tableau 8.1

Personnel de la santé, région sociosanitaire de Montréal, 2007 à 2012

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Médecins[1]	**n**	**5 710**	**5 758**	**5 842**	**5 972**	**6 121**
Omnipraticiens	n	1 981	2 002	2 026	2 051	2 086
Ensemble des spécialistes	n	3 729	3 756	3 816	3 921	4 035
Nombre pour 1 000 habitants[2,r]	n pour 1 000 hab.	3,03	3,04	3,04	3,07	3,11
Dentistes[1]	**n**	**1 202**	**1 198**	**1 210**	**1 242**	**1 233**
Nombre pour 1 000 habitants[2,r]	n pour 1 000 hab.	0,64	0,63	0,63	0,64	0,63
		2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Personnel infirmier[3,4]	**n**	**..**	**34 141**	**34 763**	**35 344**	**36 172**
Infirmières	n	..	10 867	10 747	10 715	10 823
Infirmières cliniciennes et praticiennes	n	..	5 949	6 126	6 319	6 528
Infirmières auxiliaires	n	..	4 474	4 710	4 915	5 290
Préposées aux bénéficiaires	n	..	12 851	13 180	13 395	13 531
Nombre pour 1 000 habitants[2,r]	n pour 1 000 hab.	..	18,01	18,10	18,16	18,36

Note : Bien que regroupant une grande majorité de femmes, les données sur les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infimières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires incluent également les hommes.

1. Dans les statistiques, seuls les médecins et les dentistes (incluent les spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale) ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.
2. Calculé pour l'ensemble du personnel concerné par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière. Pour plusieurs raisons, les ratios médecins/population par région ne doivent pas être interprétés comme des indicateurs d'accès aux services médicaux. Parmi ces raisons, la principale tient au fait que les populations de plusieurs régions reçoivent une partie importante des services qui leur sont fournis de médecins d'une région autre que celle dans laquelle résident ces populations. C'est le cas notamment des populations des régions situées en périphérie des grands centres de Montréal et de Québec.
3. Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars). L'effectif du réseau de la santé et des services sociaux comprend uniquement certaines catégories du personnel infirmier: les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires.
4. Le nombre de personnes à l'emploi du réseau au 31 mars de l'année. Les personnes occupant plus d'un emploi au 31 mars sont comptabilisées une seule fois, en priorisant selon le statut (d'abord temps complet régulier, puis temps partiel régulier et ensuite temps partiel occasionnel), et, pour un même statut, selon l'équivalent temps complet (ETC) (MSSS, 2012).

Sources : Ministère de la Santé et des Services sociaux; Régie de l'assurance maladie du Québec.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins de santé physique et de gériatrie à Montréal, en 2010-2011, il augmente après une année en baisse et aboutit à 84,1 %. De plus, l'augmentation de 1,5 point de pourcentage s'accompagne d'une croissance de 0,3 % du nombre d'usagers. Au niveau provincial, le taux d'occupation (84,8 %) croît de 0,9 point, alors que le nombre d'usagers (723 449) augmente de 2,3 % en 2010-2011. Par ailleurs, la hausse de 0,6 % du nombre de lits dressés dans les unités de soins de santé physique et de gériatrie à Montréal en 2010-2011 maintient cette tendance amorcée en 2009-2010. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 999) poursuit, en 2010-2011, sa légère augmentation (+ 1,0 %), et ce, pour une quatrième année consécutive.

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, avec une hausse de 0,9 point du taux d'occupation des lits dressés en 2010-2011, Montréal (98,1 %) affiche un taux supérieur à celui du Québec (97,6 %). Cette augmentation s'accompagne d'un recul du nombre d'usagers de 1,3 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation augmente de 0,5 point en 2010-2011, alors que le nombre d'usagers (69 028) connaît une diminution de 0,5 %. Pour la cinquième année consécutive, le nombre de lits dressés dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée a décliné à Montréal (– 1,7 % en 2010-2011). Au Québec, après la stagnation observée en 2009-2010, le nombre de lits dressés (39 711) décroît en 2010-2011 (– 1,2 %).

Tableau 8.2

Utilisation des lits selon le secteur[1], région sociosanitaire de Montréal, 2006-2007 à 2010-2011

	Unité	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Soins de santé physique et gériatrie						
Lits dressés[2]	n	5 654	5 731	5 692	5 772	5 805
Nombre pour 1 000 habitants[3,r]	n pour 1 000 hab.	3,02	3,05	3,00	3,00	2,98
Usagers[4]	n	218 977	216 382	220 916	219 517	220 165
Taux d'occupation[5]	%	83,1	82,2	83,3	82,6	84,1
Hébergement et soins de longue durée						
Lits dressés[2]	n	14 361	13 938	13 603	13 473	13 244
Nombre pour 1 000 habitants[3,r]	n pour 1 000 hab.	7,66	7,41	7,17	7,01	6,80
Usagers[4]	n	24 446	23 362	23 026	22 286	22 003
Taux d'occupation[5]	%	98,3	98,5	98,2	97,2	98,1

1. Les données sont présentées sur la base des années financières (1er avril au 31 mars).
2. Nombre de lits dressés (lits dotés en personnel et prêts à recevoir un usager), tel qu'observé au 31 mars de chaque année financière, au sein du réseau d'établissements publics et privés conventionnés du Québec.
3. Calculé pour l'ensemble du nombre de lits dressés par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.
4. Usagers présents à un moment ou l'autre durant l'année financière.
5. Représente le nombre de jours-présence réels divisé par le nombre de jours-présence théoriques (nombre de lits dressés au 31 mars multiplié par 365 jours) pour une année financière donnée, le tout multiplié par 100.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux.

9. Éducation

par Pierre Cambon, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Formation au collégial : diplômés selon le type de formation et le type de programme

Les établissements collégiaux de Montréal ont décerné 10 994 diplômes en formation préuniversitaire (47,3 %) et 12 154 diplômes en formation technique (52,3 %) en 2011. Entre 2006 et 2011, le nombre de diplômés de niveau collégial de Montréal a augmenté de 9,4 %. Cette tendance positive est due principalement à la hausse de 11,4 % des diplômes préuniversitaires, plus souvent observée chez les hommes (+ 13,6 %) que chez les femmes (+ 10,0 %). Les diplômes techniques sont eux aussi en croissance de 6,9 % durant la même période, car tant les femmes (+ 11,1 %) que les hommes (+ 1,5 %) connaissent une hausse, quoique moindre chez ces derniers. On constate également que le nombre de diplômes du collégial décernés à des femmes dépasse celui des diplômes remis aux hommes (59,2 % et 40,8 % respectivement), et ce, tant en formation préuniversitaire que technique. L'écart entre les deux sexes tend à s'accentuer depuis 2009.

En formation préuniversitaire, les sciences humaines regroupent 48,7 % des diplômes décernés et les sciences, 30,8 %. Ces familles de programmes représentent, dans le même ordre, le plus grand nombre de diplômes attribués au préuniversitaire, quelle que soit la région au Québec. On peut aussi observer à Montréal que les femmes sont majoritaires dans tous les types de programmes préuniversitaires. En ce qui a trait à la formation technique, ce sont les techniques administratives qui comptent le plus de diplômes décernés, soit 30,5 %, suivies par les techniques humaines, 19,4 %. Par ailleurs, les hommes sont plus souvent diplômés en techniques administratives et physiques, alors que les femmes sont majoritairement diplômées en techniques artistiques, biologiques et humaines.

Tableau 9.1

Nombre de diplômes décernés au collégial par type de formation et famille de programme, Montréal, 2007-2011

	2007r	2008r	2009r	2010r	2011p1
			n		
Montréal	**22 077**	**22 341**	**23 352**	**24 654**	**23 247**
Hors programme	**–**	**12**	**49**	**81**	**99**
Préuniversitaire	**10 194**	**10 429**	**10 831**	**11 104**	**10 994**
Arts	388	x	x	374	x
Arts et lettres	1 340	1 400	1 389	1 552	1 461
Lettres	x	x	x	–	x
Multiples	x	431	403	425	406
Sciences	3 040	3 062	3 359	3 295	3 386
Sciences humaines	5 036	5 179	5 298	5 458	5 355
Technique	**11 883**	**11 900**	**12 472**	**13 469**	**12 154**
Techniques administratives	4 735	4 947	4 793	5 194	3 705
Techniques artistiques	1 909	2 034	2 184	2 235	2 085
Techniques biologiques	1 575	1 512	1 648	1 681	2 043
Techniques humaines	2 066	1 958	2 190	2 437	2 362
Techniques physiques	1 598	1 449	1 657	1 922	1 959

1. Les données de 2011 sont provisoires et incomplètes. Environ 3 000 attestations d'études collégiales (AEC) sont manquantes à l'échelle du Québec, ce qui est probablement dû à un retard de transmission des données (en période de grève étudiante) et non à une baisse réelle du nombre d'AEC.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

10. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

En tant que principal pôle culturel au Québec, la région de Montréal renferme un très grand nombre d'établissements culturels à portée nationale. On y trouve, entre autres, 31 centres d'artistes, 173 salles de spectacles, 21 cinémas ou ciné-parcs (198 écrans), 112 librairies et 70 institutions muséales[1]. L'examen du nombre de ces établissements pondéré par la taille de la population révèle pour Montréal, comparativement à l'ensemble du Québec, des ratios légèrement plus élevés pour les centres d'artistes, les salles de spectacles, les écrans de cinéma et les librairies et plus bas pour les institutions muséales et les stations de radio privées et communautaires.

Tableau 10.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, Montréal, 2010-2011

	Établissements		Ratio région/Québec	Établissements[1] par 100 000 habitants	
				Région	Ensemble du Québec
	2010	2011	2011	2011	
	n		%	n	
Centres d'artistes	31	31	47,7	1,6	0,8
Salles de spectacles	160	173	27,9	8,8	7,8
Institutions muséales[2]	68	70	15,7	3,6	5,6
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	55	..	..	..	...
Bibliothèques publiques affiliées: points de services	..	..	..	..	...
Librairies	116	112	31,1	5,7	4,5
Cinémas et ciné-parcs	21	21	17,8	1,1	1,5
Écrans	196	198	25,6	10,1	9,7
Stations de radio privées et communautaires	25	26	15,5	1,3	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.
2. Il s'agit du nombre d'institutions muséales ayant fourni des statistiques de fréquentation à l'OCCQ en 2010.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La région de Montréal constitue toujours, en 2011, le cœur du marché de la culture au Québec. Avec un poids démographique correspondant à 25 % de la population québécoise, elle accueille, à l'échelle québécoise, 49 % des entrées aux spectacles payants en arts de la scène, 44 % des visiteurs dans les institutions muséales, 43 % des ventes de livres en librairie et 30 % de l'assistance des cinémas. En tenant compte de sa taille, Montréal arrive dans les deux premiers rangs pour chacune de ces activités.

1. Il s'agit du nombre d'institutions muséales ayant fourni des statistiques de fréquentation à l'OCCQ en 2010.

Tableau 10.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, Montréal, 2010-2011

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio région/Qc
		2011	2010	2011	2011
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	7 410	3,8	3,8	44,5
Entrées	n	3 250 488	1 778,0	1 650,2	49,1
Assistance des cinémas					
Entrées	n	6 551 922	3 737,0	3 326,3	30,1
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	5 583 318	2 679,4	2 834,6	44,2
Fréquentation des bibliothèques publiques autonomes					
Nombre de prêts[1]	n	..	6 629,7	..	...
Ventes de livres par les librairies					
Ventes de livres neufs	$	190 350 803	..	96 639,1	42,8

1. Les données portent sur la population desservie.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Indice synthétique de fécondité

L'indice synthétique de fécondité correspond au nombre moyen d'enfants qu'aurait un groupe de femmes si elles connaissaient, tout au long de leur vie féconde, les niveaux de fécondité par âge d'une année ou d'une période donnée. Il se calcule en faisant la somme des taux de fécondité par âge de l'année ou de la période considérée. Cet indicateur est indépendant de la structure par âge de la population. Il est cependant sensible aux changements qui peuvent survenir dans le calendrier de la fécondité. Par exemple, un report des naissances conduit à une baisse de l'indice, même si la descendance finale des générations, mesurée à la fin de la vie féconde, n'est pas modifiée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu disponible des ménages

Somme de tous les revenus reçus par les ménages résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels. Plus précisément, le revenu disponible se compose du revenu primaire, des transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des ISBLSM et des administrations publiques moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux ISBLSM (les dons), ainsi qu'aux administrations publiques comme les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale.

Revenu disponible des ménages par habitant

Correspond au revenu disponible des ménages d'un territoire donné divisé par la population totale.

Revenu primaire

Les revenus primaires sont les revenus qui échoient aux ménages du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'elles possèdent les actifs nécessaires pour la production. Les revenus primaires se composent de la rémunération des salariés, du revenu mixte net et du revenu net de la propriété. Les revenus primaires ne comprennent pas les cotisations sociales aux régimes d'assurance sociale, ni les prestations versées à partir de ces régimes, les impôts courants sur le revenu, sur le patrimoine, etc., ni les autres transferts courants.

Rémunération des salariés

Elle se définit comme la rémunération totale, en espèces ou en nature, à verser par une entreprise à un salarié pour le travail effectué par celui-ci durant la période comptable. La rémunération des salariés est enregistrée sur la base des droits et obligations; elle est donc mesurée par la valeur de la rémunération en espèces ou en nature qu'un salarié est en droit de recevoir de la part de son employeur, pour le travail effectué au cours de la période concernée, que la rémunération soit payée à l'avance, au moment où le travail est effectué, ou après. Plus précisément, sont considérés dans la rémunération des salariés, les salaires avant retenues, les pourboires, les commissions, les primes de rendement, les honoraires des directeurs et les allocations pour vacances et congés de maladie, ainsi que le solde et les indemnités militaires.

Revenu mixte net

Il correspond au revenu que les entreprises non constituées en société tirent de la production de biens et de services. On l'appelle revenu mixte parce qu'il inclut à la fois le revenu imputé au facteur capital de la production, ainsi que le revenu imputé au facteur travail de la production (rémunération du travail effectué par le ou les propriétaires). Le revenu mixte net correspond au revenu mixte brut moins la consommation de capital fixe.

Revenu net de la propriété

Cette catégorie de revenu correspond essentiellement aux revenus de placement, lesquels comprennent les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, de même que les intérêts sur les dépôts en banque ou en société de fiducie. Les gains en capital sont exclus.

Transferts courants des administrations publiques aux ménages

Paiements tels que les prestations fiscales pour enfants et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de sécurité de la vieillesse, les prestations de bien-être social, les bourses d'études et les subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux peuples autochtones, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, et les allocations aux anciens combattants.

Transferts courants des non-résidents aux ménages

Pensions payées par des administrations publiques étrangères à des résidents canadiens plus les versements faits par des non-résidents à des résidents canadiens.

Transferts courants des ISBLSM aux ménages

Comprennent les transferts en argent ainsi que les transferts en nature comme les dons de nourriture, de vêtements, de couvertures et de médicaments

Transferts courants des ménages aux non-résidents

Versements par des résidents canadiens à des non-résidents et retenues d'impôt à la source versées à l'étranger.

Transferts courants aux ISBLSM

Ils consistent en des transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ISBLSM, sous forme de cotisations, de souscriptions, de dons volontaires, etc. Ces transferts sont destinés à couvrir les coûts de la production non marchande des institutions sans but lucratif au service des ménages, ou à fournir les fonds permettant de financer les transferts courants aux ménages résidents ou non résidents, sous forme de prestations d'assistance sociale.

Transferts courants des ménages aux administrations publiques

Impôts sur le revenu, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants.

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Nombre d'unités de logements

Il correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées.

Santé

Infirmière

Détient un diplôme d'études collégiales en soins infirmiers (DEC) d'une durée de 3 ans et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou est en attente de le recevoir.

Infirmières cliniciennes et praticiennes

Détiennent un baccalauréat en sciences infirmières ou un baccalauréat comportant trois certificats admissibles, dont au moins deux certificats reconnus en soins infirmiers, ou un diplôme de deuxième cycle donnant ouverture au certificat de spécialiste de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec (OIIQ) et les attestations de formation prescrites par la réglementation ainsi qu'un certificat de spécialiste de l'OIIQ. Ces infirmières doivent détenir également un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou être en attente de le recevoir.

Infirmière auxiliaire

Détient le diplôme d'études professionnelles (DEP) décerné pour avoir réussi le programme de formation Santé, assistance et soins infirmiers (SASI) et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

Préposée aux bénéficiaires

Détient un diplôme d'études professionnelles ou une attestation d'études collégiales en assistance à la personne en établissement de santé ou autre formation appropriée.

Éducation

Formation professionnelle

La formation professionnelle, constituée de l'ensemble des programmes d'études professionnelles (sanctionnés par une AFP, un DEP ou une ASP), est régie par la Loi sur l'instruction publique, le Régime pédagogique de la formation professionnelle et l'Instruction de la formation professionnelle et est offerte aux jeunes et aux adultes. Les métiers ou professions associés à ces programmes sont d'un niveau de complexité moindre que celles associées aux programmes d'études techniques. Les programmes d'études professionnelles sont dispensés par des établissements d'enseignement secondaire (les centres de formation administrés par les commissions scolaires et établissements privés). Une formation professionnelle mène à l'exercice d'un métier spécialisé ou semi-spécialisé.

Formation technique

La formation technique, constituée de l'ensemble des programmes d'études techniques (sanctionnés par un DEC ou une AEC), est régie par la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et le Règlement sur le Régime des études collégiales et est offerte aux jeunes et aux adultes. Les métiers ou professions associées à ces programmes sont d'un niveau de complexité plus élevé que celles associées aux programmes d'études professionnelles. Les programmes de formation technique sont dispensés par des établissements d'enseignement postsecondaire (les cégeps, les établissements privés subventionnés, les établissements privés non-subventionnés et les écoles gouvernementales). Une formation technique vise un métier ou une profession de technicienne ou technicien.

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'*Enquête sur la fréquentation des spectacles* de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

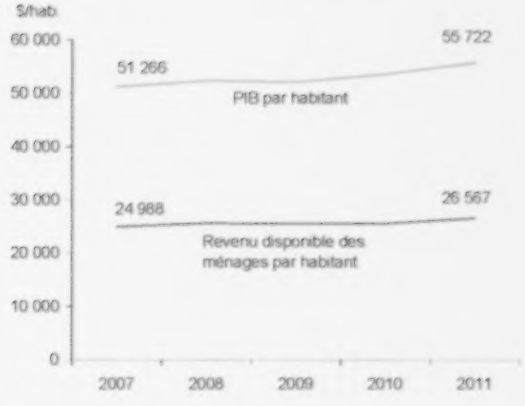
Tableau comparatif pour les régions administratives

	PIB par habitant		Revenu disponible des ménages par habitant		Taux de chômage[1]	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1er juillet	
	2011re	Var. 11/10	2011p	Var. 11/10	2012	2010	Var. 13/12	2012p	TAAM[2] 2006-2012
	$/hab.	%	$/hab.	%	%	%	%	n	pour 1000
Bas-Saint-Laurent	31 669	4,4	22 345	2,5	8,1	6,1	3,3	199 834	– 1,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	36 221	3,9	23 887	3,0	8,1	6,0	– 9,9	273 009	– 0,7
Capitale-Nationale	43 862	3,5	26 431	2,0	5,7	5,5	10,4	707 984	9,5
Mauricie	31 999	4,2	22 664	1,5	9,7	8,9	3,2	263 269	1,9
Estrie	32 588	3,6	23 180	2,1	8,0	8,7	– 0,9	315 487	7,8
Montréal	55 722	3,9	26 567	3,8	10,2	16,6	– 2,4	1 981 672	9,3
Outaouais	31 269	3,4	25 523	2,6	6,5	8,4	0,0	372 329	12,8
Abitibi-Témiscamingue	41 784	4,4	26 907	5,3	6,4	7,1	– 0,3	146 753	2,2
Côte-Nord	58 909	3,2	26 789	2,4	7,6	8,5	– 19,2	95 647	– 1,6
Nord-du-Québec	66 131	4,0	24 753	2,7	7,6	15,4	10,0	42 993	10,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	27 323	4,7	21 857	4,1	12,9	8,8	– 16,9	92 536	– 4,7
Chaudière-Appalaches	32 915	3,4	24 444	1,7	4,6	4,8	– 2,2	408 188	4,7
Laval	32 245	3,0	26 196	2,0	8,1	8,1	4,4	409 718	15,9
Lanaudière	23 959	3,2	24 934	1,9	7,9	7,5	2,6	476 941	15,8
Laurentides	30 282	3,4	26 045	1,8	6,8	7,3	10,4	563 139	13,8
Montérégie	32 879	3,4	26 598	2,2	6,5	7,5	2,5	1 470 252	10,2
Centre-du-Québec	35 613	3,3	23 219	1,7	8,3	7,8	2,4	235 005	6,6
Ensemble du Québec	**39 351**	**3,6**	**25 646**	**2,6**	**7,8**	**9,3**	**0,5**	**8 054 756**	**9,0**

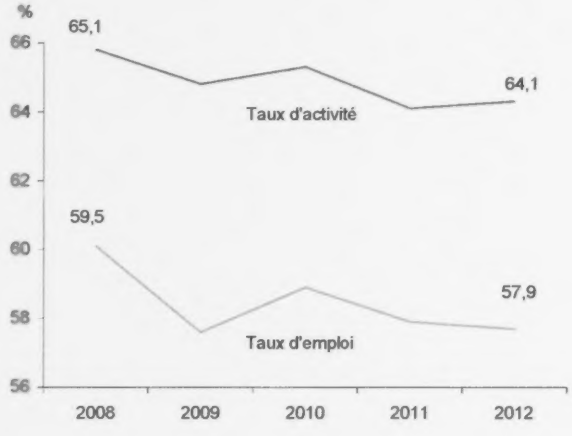
1. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.

2. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 4.

Revenu disponible des ménages et PIB par habitant, Montréal, 2007-2011



Taux d'activité et d'emploi, Montréal, 2008-2012



Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Montréal

Superficie en terre ferme (2012)	498 km²
Densité de population (2012)	3 977,8 hab./km²
Population totale (2012[p])	1 981 672 hab.
Solde migratoire interrégional (2011-2012)[1]	−20 492 hab.
PIB aux prix de base (2011[ep])	109 118,0 M$
PIB par habitant (2011[ep])	55 722 $/hab.
Revenu disponible des ménages par habitant (2011[p])	26 567 $/hab.
Emplois (2012)	941,9 k
Taux d'activité (2012)	64,3 %
Taux d'emploi (2012)	57,7 %
Taux de chômage (2012)	10,2 %
Taux de faible revenu des familles (2010)	16,6 %
Dépenses en immobilisation (2013)[2]	15 856 M$

1. Année du 1er juillet au 30 juin.
2. Perspectives.

Institut de la statistique Québec